

Les subsides

des ressources, de la technologie et des industries de transformation. Elle répondra aux besoins du Canada pour les cent prochaines années».

Nous rendions-nous vraiment compte de la chance que nous avions d'avoir un ministre comme cela? Pourtant, les mois et les années ont passé. Nous demandions régulièrement au ministre où en était sa stratégie, et il nous répondait que c'était pour bientôt. A un moment donné, il a toutefois dû se passer quelque chose, car cette réponse magique—cette stratégie industrielle, cette solution aux problèmes du Canada—a été brutalement remplacée par une stratégie sectorielle. Je crois que le ministre et ses subalternes ont parlé de 19 secteurs.

M. Lumley: Il y en a 23.

M. Andre: Pardon, 23. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Lumley) fait bien de me reprendre. Ces groupes ont travaillé d'arrache-pied. Ces documents nous avaient été promis. Enfin, on a publié sur ces 23 secteurs 23 documents succincts et prétentieux dans un jargon d'étudiant de deuxième année d'économie politique. Ces études sectorielles ont été oubliées quinze minutes après leur parution parce qu'elles ne valaient pas mieux. En somme, des efforts qui n'ont mené à rien.

• (1710)

Puis on a récompensé l'honorable Alastair Gillespie en le nommant ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Les gourous dans le bureau du premier ministre et au Conseil privé ont décidé qu'il s'agissait d'un problème structurel; on ne pouvait en imputer la faute au parti libéral. Ils ont donc créé le Conseil de développement économique et le poste de ministre d'État chargé du Développement économique. Le titulaire de ce poste est à la Chambre aujourd'hui. Depuis la création de ce poste qui se présentait comme une nouvelle solution à l'absence de stratégie industrielle ou économique, absolument rien de valable n'a été accompli.

Mais au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Alastair Gillespie a découvert le saint Graal. Il est tombé sur une stratégie industrielle, fondée sur les mégaprojets. Je me rappelle la conférence des premiers ministres de 1978 où il a produit avec fierté cette liste de quarante, soixante ou cent vingt projets. C'était une liste magnifique. Elle énumérait en réalité tous les projets que pouvaient avoir conçus, envisagés ou même rêvés toutes les entreprises, tous les gouvernements, les promoteurs et les rêveurs qui pouvaient exister au Canada. Ce n'était en majeure partie que pure fiction. Une partie en était réelle: les mégaprojets concernant la mise en valeur des ressources énergétiques, particulièrement l'exploitation du pétrole et du gaz.

L'élection d'un gouvernement progressiste conservateur en 1979 a permis le démarrage de ces mégaprojets. Les travaux étaient en marche et on souffrait même d'une forte pénurie d'ingénieurs à cause du travail et de la planification que requéraient ces projets. Certains d'entre eux sont énumérés à la page 103 du Programme énergétique national. Ils comprennent le projet d'expansion de la Suncor, le projet d'expansion de la Syncrude, le projet Cold Lake, le projet Alsands, le projet Canwest ou la récupération tertiaire de l'huile lourde en Saskatchewan, la récupération tertiaire de l'huile légère à Judy Creek et Hibernia. La liste est impressionnante. Ces projets

avaient été élaborés en 1979 et chacun se trouvait en bonne voie en 1980.

Avant de dire ce qu'ils sont devenus, je tiens à mentionner certains projets axés sur le gaz naturel qui, dans leur ensemble, constituent des mégaprojets dans ce domaine. Ce sont: une usine d'éthylène, de l'Alberta Gas Ethylene; une autre usine d'éthylène, projet de Esso, de l'Alberta Energy et de Hudson's Bay Oil and Gas; une usine de polyéthylène, projet de CIL et Trimac; une autre usine de polyéthylène, projet de Dupont et de l'Alberta Energy Company; une usine de benzène, projet de Esso et de l'Alberta Energy; une usine de styrène, encore un projet de Esso et de l'Alberta Energy; une usine d'acide acétique, projet de Celanese Canada; une usine d'acétate de vinyle, de Celanese Canada également; l'agrandissement d'une usine de méthanol, projet de l'Alberta Natural Gas; deux usines de Dow Chemical à Fort Saskatchewan, ainsi qu'une usine de méthanol, projet de l'Alberta Gas Chemicals. Il y en avait 12 en tout.

Ces projets axés sur le pétrole et le gaz naturel ont tous, sans exception, été relégués aux oubliettes. Les projets énergétiques que le gouvernement libéral avait englobés dans sa stratégie industrielle, cette espèce de mythe fondé sur les mégaprojets, n'ont pas survécu au Programme énergétique national. Le plus exaspérant demeure toutefois le caractère tant audacieux que stupide du Programme énergétique national. A la page 103 du document, on lit ce qui suit:

Les répercussions positives du Programme . . .

C'est-à-dire du Programme énergétique national . . .

. . . relatives à la mise en valeur des sables pétroliers peuvent être démontrées par ses effets sur la rentabilité commerciale du Projet Alsands . . .

Comment peut-on avoir l'audace, la malhonnêteté ou peut-être tout simplement l'imbécillité d'écrire de telles sottises alors que ce programme n'a réussi qu'à détruire les projets en question. Le projet Alsands démarrait au début de 1980. Les travailleurs et les machines avaient commencé à remuer la terre.

Je ne veux pas revenir sur tous les défauts du Programme énergétique national et ressasser cette catastrophe. Il n'y a pas une seule personne intègre au Canada qui ne sache reconnaître que le Programme énergétique national s'est révélé être un désastre. Pourquoi en a-t-il été ainsi? Il faut admettre que c'est en partie à cause de l'incertitude qui régnait. Le gouvernement libéral, nouvellement élu à l'époque, s'est querellé avec les provinces deux ans durant avant d'en arriver à un accord raisonnable. Nous avons assisté à un étalage incroyable d'incurie et de mauvaise administration. Aucune entreprise, aucun homme d'affaires ou investisseur ne saurait tolérer pareil retard.

En deuxième lieu, le gouvernement a tout simplement été trop gourmand. Il a prélevé des sommes considérables sous forme d'augmentations d'impôt qu'il justifiait en invoquant des projections relatives à ses recettes, projections qui étaient dénuées de tout fondement. A cet égard, monsieur l'Orateur, si vous n'avez pas encore lu l'ouvrage de M. Peter Foster intitulé «The Sorcerer's Apprentice» et portant le sous-titre: «The Super Bureaucrats of the Energy Disaster», je vous le recommande vivement. Ces génies—dont l'un est en ce moment à Paris à nos frais, ce qui nous coûte quelque \$200,000 par an—ont fait des projections relativement aux recettes de l'État, qui n'étaient absolument pas fondées. Ils ont effectué des calculs du genre qu'on vous enseigne dans le cadre d'études doctorales